



Publié le 26/04/2012 à 16h55

Par SudOuest.fr, avec AFP

LA CHASSE À COURRE S'ÉTAIT TERMINÉE DANS LE SALON D'UNE FAMILLE : TROIS CHASSEURS SUSPENDUS

Le tribunal correctionnel d'Albi a suspendu ce jeudi le permis de chasse de trois adeptes de chasse à courre. Ces excursions s'étaient terminées dans la maison d'une famille du Tarn, où ils avaient achevé un cerf à l'arme blanche

Jugés coupables de mise en danger de la vie d'autrui, chacun des trois chasseurs a été condamné à verser 1 000 euros de frais de justice. Le tribunal a reporté au 10 septembre sa décision concernant les dommages et intérêts à verser à la famille propriétaire d'une maison située près de la forêt domaniale de Grésigne, au nord-ouest d'Albi. C'est ici que cette partie de chasse rocambolesque s'était terminée.

Le 8 mars, le ministère public avait requis de 1 à 4 mois de prison avec sursis et de 2 000 à 4 000 euros d'amende contre les trois veneurs, ces chasseurs qui poursuivent en "équipage" un animal sauvage avec une meute de chiens.



Photo Le Lievre Nicolas/Sud Ouest

Henri-Louis Baysset, 77 ans, Jérôme Lagarrigue, 42 ans, et Nicolas Pinel, 41 ans, sont impliqués dans deux incidents de chasse. Lors du premier, le 11 février 2006, **une femme avait failli être blessée par un cerf poursuivi par une meute de chiens. L'animal s'était réfugié dans sa remise, où Nicolas Pinel, responsable des chiens, l'avait tué.**

Le second incident remonte au 3 novembre 2007. **Un autre cerf, traqué par une quarantaine de chiens, avait brisé la baie vitrée du salon de la même famille et avait été tué à coups de dague par un des veneurs, dans la cuisine.** La meute était conduite par Jérôme Lagarrigue.

Henri-Louis Baysset était poursuivi pour sa part en tant que président de l'association organisatrice et donc comme responsable de la conduite des journées de chasse.

La femme qui a vu un cerf entrer dans sa remise se dit "satisfaite de la reconnaissance de culpabilité", mais espérait une condamnation plus lourde. La perspective d'un appel l'insupporte. "Ils ont du mépris envers nous, c'est une attitude contraire à l'éthique de la chasse à courre. (...) **On a l'impression d'être au temps des chevaliers, qui méprisent les manants**", affirme-t-elle.

Henri-Louis Baysset a averti qu'il ferait appel. "Je ne m'y attendais pas, car pour une mise en danger d'autrui, il faut qu'un article de la loi ait été violé. Il n'en est rien dans notre affaire", a-t-il affirmé.